

LE TEMPS D'UN MOTEUR FRANCO-ALLEMAND DE LA GAUCHE EST-IL ARRIVÉ ?

Julia Bläsius, Lutz Hager

Les paysages politiques allemand et français ont, en ce début de XX^{ème} siècle, une chose en commun : leurs partis de gauche sont en crise. Le Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) est certes encore au gouvernement, mais il a perdu plus de 40 % de ses membres au cours des 15 dernières années et n'obtient même pas 30 % des voix. En France, le Parti socialiste (PS) a essuyé une double défaite aux élections présidentielle et législatives de 2007. Qui plus est, le parti se présente déchiré aussi bien au niveau de son programme que de la configuration de son leadership. En même temps, dans les deux pays, des partis d'extrême gauche et des courants à la gauche de la gauche profitent de l'échec de la gauche modérée. Ce phénomène n'est pas seulement regrettable pour les gens de gauche. C'est en effet une crise plus profonde qui se profile : l'offre politique ne reflète pas le choix des électeurs, qui manquent des occasions de pouvoir changer le cours des événements.

À quoi tiennent donc les difficultés du SPD et du PS ? Seraient-ils confrontés à des problèmes semblables et serait-il donc raisonnable de s'y attaquer « ensemble » ? Autrement dit : est-il temps pour la gauche de trouver un moteur franco-allemand ?

Dans le passé, la gauche en tant qu'orientation politique s'est traditionnellement engagée en faveur d'une politique de justice sociale. Le choix des programmes était placé sous le signe d'un État actif et d'une redistribution relativement forte. Tant que la politique et l'économie étaient pour la majeure partie organisées au niveau national, c'était une vision plausible qui permettait de convaincre les électeurs. Aujourd'hui, le monde a changé : l'économie s'est fortement internationalisée, la politique a fait de même, de manière moins marquée. Les mouvements économiques ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, ce qui limite dans beaucoup de domaines les moyens d'agir des États-nations et, par là même, des partis nationaux. C'est surtout la gauche, dont les revendications dans un monde globalisé sont souvent soupçonnées d'affaiblir la compétitivité, qui se trouve face à un nouveau défi. Avec la mondialisation, l'ancien slogan « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » retrouve son actualité politique.

Pourtant, les partis de gauche se sont encore très peu adaptés à ces dynamiques et à ces développements. Certes, la gauche a eu depuis très longtemps une vision politique transfrontalière et a été la seule à s'organiser internationalement, mais cette priorité a semble-t-il plutôt perdu en importance ces dernières années. L'Internationale socialiste, qui s'est constituée à partir de l'Association internationale des travailleurs (AIT) fondée par Karl Marx, a peu d'attrait aujourd'hui et est peu connue, même parmi les sociaux-démocrates et

*Julia Bläsius est chargée de projet à la Friedrich-Ebert-Stiftung.
Lutz Hager est docteur en science politique, consultant dans un grand cabinet de conseil.*

les socialistes. De même, le Parti socialiste européen (PSE) a connu peu de succès jusqu'à présent.

De ce fait, la dimension internationale de la gauche a besoin d'une force vive, d'un nouveau moteur qui l'entraîne et qui permette aux partis de gauche de coopérer activement. Le PS et le SPD sont confrontés à des problèmes similaires dans leurs pays respectifs : ils sont obligés de composer avec l'essor d'un ou de plusieurs partis d'extrême gauche, qui sont attractifs aux yeux de l'électorat insatisfait ; mais ils voient aussi s'accroître le risque de perdre des électeurs au profit du centre (MoDem en France) et de partis de centre droit en raison d'une politique trop orientée à gauche. Par ailleurs, les deux partis sont pareillement confrontés à un État providence lourd et coûteux, qu'il s'agit de réformer de telle façon qu'il reste financable tout en continuant à jouer son rôle de régulateur. Cette ambition pourrait plus facilement aboutir s'il existait des règles internationales qui garantissent des standards sociaux et qui substituent une situation « gagnant gagnant » au « race to the bottom ».

C'est à travers une coopération renforcée que le PS et le SPD pourraient incarner cette force vive. Des liens entre les deux partis existent déjà, mais ils mériteraient d'être approfondis. Les partenaires des deux pays se rencontrent régulièrement, notamment lors d'événements organisés par des fondations ou des centres de recherche ; cependant ces réunions restent souvent sans conséquences. Depuis 2005, il existe un dialogue régulier entre parlementaires, auquel sont également conviés des participants d'autres pays européens. Un des problèmes principaux réside certainement dans le fait que les hommes politiques qui échangent dans ce cadre sont le plus souvent de fins connaisseurs du pays partenaire ou de l'intégration européenne. Il est rare que des spécialistes se rencontrent pour débattre de thèmes spécifiques, ce qui faciliterait l'élaboration d'un projet en commun. Une première tentative existe dans le domaine des politiques de sécurité et défense : des représentants de la gauche français et allemands se rencontrent régulièrement dans le cadre d'un « cercle stratégique ».

De quoi la coopération a-t-elle donc besoin pour gagner en importance et en visibilité ? Il s'agit en premier lieu de développer un projet commun et une vision franco-allemande – qui pourrait ensuite être transposée au niveau européen à long terme et ainsi devenir réalisable. Cette vision devrait être façonnée de manière à attirer tant un public socialiste que social-démocrate tout en permettant de se démarquer de l'extrême gauche et du centre. Pour cela, il serait nécessaire de se concentrer sur les avantages et gains en crédibilité apportés par la perspective internationale, afin de renforcer la volonté de surmonter les obstacles dans la coopération, qui pourraient par exemple résulter des problèmes de langue.

La Déclaration commune du SPD et du PS sur l'avenir de l'Europe¹ adoptée en mai 2007 pourrait constituer une bonne base pour la coopération future. Ce texte met en avant l'importance d'une union sociale européenne ainsi que des objectifs comme l'empêchement du dumping fiscal et social, le renforcement des droits des salariés et l'évaluation des conséquences sociales de toute législation nouvelle, tout comme la garantie de la qualité des services d'intérêt général pour tous. En revanche, le document ne propose aucune mesure concrète pour mettre en œuvre ces objectifs.

Pour garantir la pérennité des services d'intérêt général, on pourrait songer à l'introduction d'une « taxe sociale » européenne. Jusqu'à présent, l'UE ne lève aucun impôt direct hormis celui sur le revenu des fonctionnaires européens. Le débat sur un impôt européen n'est certes pas nouveau ; toujours est-il qu'il n'a jamais abouti. Il y aurait là un

¹ Disponible sur <international.parti-socialiste.fr/files/brochure_ps_spd.pdf>.

point de départ pour un lobbying du PS et du SPD afin de présenter et de défendre ces objectifs communs aux deux partis.

Un tel impôt, il est vrai, ne rencontrera pas que de l'approbation, dans la mesure où les eurosceptiques y verront une charge fiscale supplémentaire pour les citoyens européens, qui porterait davantage atteinte à la compétitivité de l'Europe sur le marché mondial. Mais, grâce à son orientation sociale, cet impôt ferait taire ces voix qui critiquent l'UE en raison de sa trop faible dimension sociale.

La taxe sociale contribuerait à financer des prestations de service dans le domaine social. Le cadre est connu : du changement démographique et du progrès médical résulte un besoin accru d'institutions de prise en charge, de soins à domicile et d'encadrement soignant pour des personnes âgées. Les actifs qui s'occupent des soins des membres âgés de leur famille ne bénéficient que de peu de soutien dans cette double charge. Il serait donc nécessaire de renforcer les prestations de service de soins en créant des emplois supplémentaires dans ce domaine. Ceci n'améliorerait pas seulement la condition de nombreuses personnes nécessitant des soins, mais donnerait également du travail à d'autres.

Comment financer un tel projet ? Dans le cadre d'une solution purement nationale, on arriverait tôt ou tard au moment où il faudrait arbitrer en faveur d'une charge supplémentaire sur le travail ou sur le capital. Pour éviter cela, il serait préférable de soutenir le renforcement et le financement de prestations de service sociales par le biais d'un accord supranational. On pourrait même aller encore un peu plus loin en introduisant une taxe paneuropéenne sur le bénéfice des entreprises. Ainsi, chaque entreprise dont le siège est situé dans l'UE apporterait une contribution supplémentaire au bien commun.

Que cette initiative ou une autre aboutisse in fine, un échange renforcé à l'intérieur de la gauche européenne, en priorité entre le PS et le SPD, serait un premier pas. La déclaration commune du SPD et du PS pourrait y trouver sa place et se transformer en vision – une vision qui réveillerait les « forces de la gauche ». Le moteur franco-allemand, qui a fait ses preuves dans l'histoire, pourrait ainsi devenir la formule pour un succès de la gauche en Europe.